

Harbi, l'armée et les

Dans mon écrit paru dans le Soir d'Algérie, le 21 février 2012, concernant l'exécution sommaire du colonel Mohamed Chabani, le 3 septembre 1964 à Oran, j'ai rappelé l'avis déterminant de Mohamed Harbi, lorsque, pendant quelques heures, la vie du jeune colonel a balancé au bout du bon plaisir d'Ahmed Ben Bella.

Mohamed Harbi a mis quatre mois pour imaginer une réponse et trouver les mots pour la formuler ! Surprenante lenteur chez un homme prompt à faire dans les grandes amplitudes dès qu'il s'agit de pontifier sur les médiocrités des Algériens ! Sans doute a-t-il fallu tout ce temps au professeur reconverti dans l'exploitation juteuse des archives de la révolution qui ont été, à un moment de sa vie, opportunément à la portée de sa main pour retrouver la mémoire.

Il est difficile, il est vrai, de se souvenir des actes de ses vies antérieures lorsque ce n'est pas la conviction qui trace la cohérence et la linéarité d'un itinéraire. Ou bien a-t-il attendu la disparition d'Ahmed Ben Bella de peur, sans doute, qu'il ne lui dise : «Oui, tu étais là !» Dans un plaidoyer embarrassé, l'ancien Souslov algérien du FLN et conseiller du «Zaïm», reconnaît – je n'en demandais pas tant – qu'il a requis par trois fois contre le jeune colonel. Dans

propres décisions. Le révolutionnaire flamboyant, rattrapé par l'histoire, tente de diluer sa responsabilité et de se faire tout petit en se cachant derrière le journal (les appariteurs, les secrétaires, les chauffeurs, les pigistes, les commis aux chiens écrasés et les tâcherons obscurs de la pointe Bic). Glorieuse mise en page du rôle principal qui fut le sien à côté de Ben Bella. Passons, mais retenons au passage le terrible aveu : «Malgré lui» !... Chabani s'est donc retrouvé devant le peloton d'exécution pour un crime qu'il n'a pas commis, mais dont Harbi, cinquante ans après, l'accuse encore. Harbi écrit, écoutons-le bien : «*Révolution africaine* a publié trois articles, deux éditoriaux sous ma signature, le troisième intitulé, Les féodalités bureaucratiques, exprimait le point de vue de la direction du FLN, y était relaté le fond de l'affaire Chabani.

Celui-ci a été jugé sans garantie de justice par un tribunal militaire les 2 et 3 septembre, et la sentence exécutée dès le procès terminé...» Le «sans garantie de justice» donne froid dans le dos. Il a été codifié dans le texte intitulé : «Les féodalités bureaucratiques» publié le 4 juillet 1964, dans *Révolution africaine*. Le morceau de bravoure explique et justifie la façon d'administrer la justice aux opposants. Il est de la main de Harbi sous le pseudonyme El

Schizophrénie révolutionnaire

L'inquisiteur trotskyste, qui avait l'oreille du raïs, avait fulminé contre Chabani non parce que ce dernier s'était rendu coupable de crime de rébellion, mais pour des raisons idéologiques. Mohamed Chabani était aux yeux du quartieron trotskyste, qui sévissait dans la proximité immédiate de Ben Bella, le représentant parfait des féodalités qui menaçaient «la révolution socialiste». C'était une vision dogmatique, froide, consciente, déterminée, mais fausse. Ben Bella, Harbi et leurs proches amis n'avaient rien compris à l'Algérie, pourtant simple, de l'immédiat après le 5 juillet 1962. Ce n'était pas de pseudos féodalités présentes partout, dangereuses et dont «les légions» de Mohamed Chabani auraient été le bras armé qui menaçaient l'Algérie, mais l'incompétence, le brouillamini doctrinaire, l'égoïsme du dirigeant qui avait conquis le pouvoir par le coup d'Etat contre le GPRA et l'erreur de latitude des clercs gauchistes qui avaient investi la direction du FLN et qui inspiraient sa décision politique.

Ce noyau dur et prépondérant était essentiellement constitué par Harbi, chantre de l'égalitarisme par le bas, inquisiteur impitoyable à l'affût d'opposants à abattre, redoutable et sans état d'âme quand il a atteint les hautes sphères du pouvoir et eu en mains le levier d'un journal influent et par Lutfallah Suleiman, le marxiste égyptien sorti tout droit des géôles cairottes par Nasser et envoyé en Algérie auprès de Ben Bella.

Les militaires, qui ont condamné à mort Mohamed Chabani, ont eu à gérer, chacun, des rébellions militaires pendant la guerre de Libération, ils les ont résolues sans recourir aux exécutions capitales. Saïd Abid et sa participation efficace à la solution de la sédition du djebel Chaâmbi, Abderrahmane Bensalem confronté au bunker «Hama Loulou» et qui sut le réduire sans mort d'homme, comme il a su ramener à la raison Slimane Laceu de retour d'une mission d'acheminement d'armes, en proie à un accès de rage subite, et qui menaçait de lancer son commando sur «laârab et l'francis» de la Calle à Tamanrasset ! Sans compter une bonne demie-douzaine d'humeurs chagrines qui ont hérissé les crêtes des djebels frontalières, de 1956 à 1960, d'ires, de dires et de délires. Bensalem et Abid savent que les coups de sang de tel ou tel chef de guerre se concluent toujours à l'avantage de l'au-

La terrible tache noire de la séquestration des restes n'a pas encore livré tous ses secrets. Nourredine Aït Hamouda et Saïd Sadi savent qui étaient les militaires qui ont découvert les dépouilles, comment ils ont agi et quelles étaient leurs possibilités et leurs limites d'action. Sadi, quoi qu'il ait pu affirmer un jour, ne s'est jamais trompé de peuple.

torité centrale et sans effusion de sang, sauf celle de Ali Hambli à l'Est et celle de Zoubir à l'Ouest pour des raisons particulières. La rébellion à laquelle s'est essayé Chabani n'a pas dérogé à la règle générale. Juste une effervescence de quelques jours, à peine un baroud d'honneur. Harbi n'a pas siégé dans le tribunal qui a condamné Chabani mais par ses appels au châtiment suprême à longueur d'éditorial ; il a créé une atmosphère empoisonnée de révolution en péril qui a rendu légitime le recours aux gibets. (Chabani n'a été que le premier des suppliciés de l'ère Ben Bella. Il y en aura d'autres. La liste existe et les témoins se souviennent). Harbi a été objectivement celui qui a facilité la tâche aux deux véritables tueurs de



Par Mahdi Cherif, moudjahid, ancien secrétaire général de l'EMG de l'ANP

Chabani – Ben Bella et Boumediène – en leur fournissant le prétexte imparable «de l'atteinte à l'intégrité territoriale». Il a donné aux officiers qui ont voté la mort, par soumission à l'ukase, la bonne conscience «du devoir accompli». Harbi, en ce temps-là, je le souligne encore, tenait bien droit la première hampe de l'oriflamme idéologique du régime en se faisant le *meddah* inspiré du pouvoir des masses, du hammam réservé aux nantis, de la justice révolutionnaire appliquée aux opposants et des milices populaires. La deuxième hampe, l'ordonnance d'application sans laquelle la théorie demeure lettre morte, était tenue, de la façon qu'on sait, par le commissaire Hamadèche. Les solutions mécanistes prônant une justice sociale basée sur l'exclusion et la violence, aveugles devant les véritables défis d'un pays tentant de se relever d'une longue guerre de libération, qui décrètent, par le haut, la stratification en classes et en intérêts de classes d'une société recroquevillée sur des valeurs ancestrales, telles les coutumes et la religion et qui tentent d'imposer une dynamique brutale de changement sans le moindre relais dans cette même société, sont vouées à l'échec. La greffe artificielle, bulbe étranger sur le corps algérien de l'époque, ne pouvait qu'échouer. Ben Bella, tonitruant désert politique, a trouvé dans les théories semi-rigides prônées par des gauchistes pressés matière à meubler son vide. A peine arraché du terreau où il s'était introduit par l'effraction de l'entrisme, le greffon rougeâtre s'est rabougri et desséché. Mais il a eu le temps de marquer son temps et les esprits. Je n'ai nulle-

J'ai fait partie du groupe de militaires qui, après s'être opposés à la dictature de Ben Bella, se sont insurgés contre la dictature de Boumediène qui l'a remplacé. J'ai souffert des conséquences de mes choix. Je gagne ma vie à la sueur de mon front.

Je ne défends aucun privilège et je ne roule pour personne. Je ne défends pas, sous un prétexte grandiloquent, le système qui prévaut en Algérie ou le régime actuel.

le texte confié à *El Watan*, le 4 juin 2012, Mohamed Harbi, l'historien qui se souvient de l'histoire des autres, mais qui donne l'impression d'avoir oublié la sienne, refait le procès de Mohamed Chabani.

Il rappelle, la prenant ainsi à son compte, la principale – et fautive – accusation formulée contre le chef de la Wilaya VI, et, tout en essayant de nier sa responsabilité par de laborieuses pirouettes, il affirme que ce sont des cercles occultes intéressés à le perdre de réputation qui ont inspiré mon exercice. Dans le présent écrit, je cite mes sources. Elles sont irréfutables. L'inquisiteur impitoyable et sans état d'âme, qui requerrait la mort contre les opposants et qui l'obtint maintes fois, déguisé aujourd'hui en fougueux défenseur des droits de l'homme, nous explique lui-même – nous allons le relire – quelle était sa conception des droits de l'homme et de la justice au temps où il était puissant.

«Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens»

Relisons ce qu'écrivait Harbi : «Sommé de quitter le commandement de la région saharienne, il (Chabani) refuse d'obéir et oblige l'administration à ne plus reconnaître l'administration centrale.

Il ouvrait malgré lui un champ d'action à toutes les forces extérieures hostiles à l'Etat algérien, c'est la raison pour laquelle le journal que je dirigeais (!) a appelé le gouvernement à réagir...».

Relevons d'abord le «la région saharienne» au lieu de la Wilaya VI, qui ne couvrirait qu'une partie du Sahara, avec ce que cela suggère comme dangers potentiels pour l'unité nationale et les richesses énergétiques, et soulignons au passage la pirouette qui fait endosser au journal ses

Harrouchi (Harbi est né à El Harrouch en 1933). Après avoir longuement chargé Chabani et insisté sur la «nécessité» de la peine capitale, Harbi conclut : «(...) Ou la révolution se défend par la violence révolutionnaire ou la révolution hésite et démisionne. "Nous ne sommes pas dans un débat juridique". Qui renonce à la violence renonce à la révolution.» Pol Pot n'aurait pas désavoué El Harrouchi. Après avoir lu cela, on peut faire grâce à Harbi des autres appels au meurtre contre les pseudos opposants dont sont remplis les éditoriaux signés par lui. Harbi, dans le puéril jeu de cache-cache auquel il s'adonne pour ne pas reconnaître son écrasante responsabilité dans la mort de Chabani (le journal, puis une collégiale et anonyme direction du FLN et enfin Omar Ouzegane), convoque le témoignage de Tahar Zbiri «(...) J'ai interrogé et enregistré le colonel Tahar Zbiri sur l'affaire Chabani. A aucun moment, il n'avait évoqué mon nom (...)» Tahar Zbiri, Harbi devrait le savoir, a gardé la mémoire de ce qui se passait au-dessus de 1000 m d'altitude.

Au ras des pâquerettes, il y avait trop de monde et trop de mochetés. Tahar Zbiri a bien raison de ne pas s'en souvenir. L'exécution de Chabani était voulue et demandée par Harbi, non que ce dernier eut été un être assoiffé de sang, ou qu'il eut un compte personnel à régler avec le chef déchu de la Wilaya VI, mais comme un jalon visible, une démarcation nette entre les tenants de la révolution socialiste, dont il s'était autoproclamé le grand prêtre, et les aspirants au grand burnous. Chabani, «le féodal», était jugé ès qualités, un peu comme les GIA condamnaient, ès qualités, le jeune appelé sans avoir jamais eu à pâtir de ses agissements.